

## SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 NOVEMBRE 2022 A 20 H 30

### PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARTIN EN BRESSE, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Guy GAUDRY, Maire

Présents : M. Guy GAUDRY, M. Didier MARCEAUX, Mme Marie-Céline ROSSIGNOL, M. Yves DESSAUGE, Mme Nadège LAGRUE, M. Jérôme BOUILLOUX, Mme Maryse COLAS, Mme Gisèle CORNIER, M. Patrice DEMAIZIERE, Mme Marie-Laure GABON, Mme Martine GAUTHIER, M. François REMOND, M. Pascal VOLAND

Etaient absents excusés : Mme Sylvie BICHARD, M. Antoine COHIER, Mme Sylvie GENRET, M. Madjid KHALED, M. Benjamin PASCAL,

Quorum : Nombre de membres afférents au conseil municipal : 19 / en exercice : 18 / quorum : 10  
Nombre de membres présents : 13

Pouvoirs : 3 (de Mme BICHARD à Mme ROSSIGNOL, de Mme GENRET à Mme COLAS, de M. KHALED à M. MARCEAUX)

Secrétaire de séance : M. François REMOND

Date de la convocation : 22 novembre 2022

Date d'affichage des délibérations : 5 décembre 2022

---

Le Conseil Municipal arrête le procès-verbal de la séance du 27 septembre sans observations à l'unanimité. Le conseil procède ensuite à l'examen des questions à l'ordre du jour.

### **N° 065/2022 - INSCRIPTION A L'ETAT D'ASSIETTE - DESTINATION DES COUPES DE BOIS AFFOUAGE – EXERCICE 2023**

Vu les articles L211-1, L214-6, L214-10, L214-11 et L243-1 à 3 du Code forestier ;

Vu le décret n°2015-678 du 16 juin 2015 relatif aux conditions de mise en œuvre du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 214-5 du code forestier

Vu le Règlement National d'Exploitation Forestière ;

Vu les articles 12, 14 et 15 de la Charte de la forêt communale ;

Considérant le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale ;

Considérant la présentation faite par l'Agent patrimonial des parcelles proposées à l'inscription ou non à l'état d'assiette 2023 ;

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

#### **PREMIÈREMENT,**

**1 SOLLICITE**, l'ajout du passage en coupe pour les parcelles suivantes (coupe non réglée) :

Parcelle	Surface (ha)	Type de coupe	Justification
27	0,28	Emprise	Création route forestière
28	0,05	Emprise	Création route forestière
34	0,28	Emprise	Création route forestière
116	3,39	Sanitaire	Dépérissement chêne
117	3,40	Sanitaire	Dépérissement chêne
118	2,99	Sanitaire	Dépérissement chêne

## **DEUXIÈMEMENT,**

**DÉCIDE** la destination des coupes réglées et non réglées de la forêt communale inscrites à l'état d'assiette de l'exercice 2023 :

**1 – VENTE DES ARBRES DE FUTAIES AFFOUAGÈRES** par les soins de l'O.N.F. **ET CESSION** du taillis, houppiers, petites futaies et futaies de qualité chauffage

*(Il est déconseillé de mettre en l'état les bois de gros diamètre ou d'exploitation difficile à disposition des affouagistes, une exploitation par un professionnel est recommandée)*

Parcelles N°27, 28 et 34

**2 – VENTE DES ARBRES DE FUTAIES AFFOUAGÈRES** par les soins de l'O.N.F. **ET DELIVRANCE** du taillis, houppiers, petites futaies et futaies de qualité chauffage

Parcelles 116, 117 et 118

**3 – CESSION**, par les soins de la commune sous contrôle de l'Office National des Forêts, du bois de chauffage à des particuliers :

petites futaies de diamètre 30 cm et moins pouvant comporter 5% de tiges au plus de classe de diamètre 35 à 40 cm , dans la limite de 30 m3 apparents de référence (stère) par acheteur, pour son usage personnel (revente strictement interdite)

Parcelles N°27, 28 et 34

Aux conditions ci-après :

- Inscription en mairie
- Prix de vente : 15 € TTC le moule soit 9.55 € TTC le m3 en cas de vente à la mesure « abattu et enstéré »
- Délais d'exploitation :
  - o Abattage et façonnage : 15 avril 2023
  - o Débardage : 30 octobre 2023
- Autres clauses : définies au contrat de vente fourni au cessionnaire

Nota :

- les vente se feront dans le respect du cahier des clauses générales des ventes de bois aux particuliers et en application des articles L 135-1à5 et R 135-1à6 du code forestier.
- Cette délibération vaut dispense de signature du propriétaire de chaque CVD (contrat de vente au particulier) pour les coupes mentionnées dans la délibération

**TROISIÈMEMENT – pour les coupes délivrées :**

L'exploitation de ces parties délivrées sera effectuée par les affouagistes après partage, sous la responsabilité de 3 bénéficiaires solvables, désignés avec leur accord par le Conseil Municipal et soumis solidairement à la responsabilité prévue à l'article L241-16 du code forestier.

**Le Conseil Municipal**

**FIXE** le volume maximal estimé des portions à 30 stères ;

**FIXE** les délais d'exploitation pour permettre la sortie des bois sur sol portant en dehors des périodes pluvieuses :

— Abattage du taillis et des petites futaies : 15/04/2024

— Vidange du taillis et des petites futaies : 30/10/2024

— Façonnage et vidange des houppiers : 30/10/2024

*\*Faute par les affouagistes d'avoir enlevé tout ou partie de leur lot avant expiration du délai de vidange, ils seront déchus des droits qui s'y rapportent pour l'année en cours. La vente sera poursuivie au profit de la commune, sauf si un report de l'exploitation d'une année supplémentaire est accordé à l'affouagiste de manière dérogatoire et exceptionnelle par le conseil municipal.*

**QUATRIÈMEMENT**

**ACCEPTE** sur son territoire communal relevant du Régime Forestier le dépôt des bois issus de son domaine forestier, dans les conditions prévues par les différents cahiers des clauses des ventes et par le Règlement National d'Exploitation Forestière.

**INTERDIT** la circulation des véhicules hors des chemins, cloisonnements d'exploitation et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements ;

**AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent.

**N° 066/2022 - DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL 2022**

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, après délibération et à l'unanimité, afin d'ajuster les crédits nécessaires à la prise en charge de certaines dépenses et d'enregistrer les recettes supplémentaires réalisées,

DECIDE les modifications budgétaires suivantes au Budget Principal 2022 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES		
art.	objet	crédits
6419	Chap. 013 – remboursement sur rémunération personnel	16 000.00 €
73223	Chap. 73 – fonds péréquation ressources communales	3 000.00 €
73224	Chap. 73 – fonds départemental DMTO	19 000.00 €
74832	Chap. 74 – fonds départemental péréquation TP	4 347.00 €
752	Chap. 75 – revenus des immeubles	10 000.00 €
	<b>total recettes de fonctionnement :</b>	<b>52 347.00 €</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		
art.	objet	crédits
611	Chap. 011 – contrats prestation service	16 600.00 €
6184	Chap. 011 – versements organismes formation	3 500.00 €
6247	Chap. 011 – transports collectifs	8 800.00 €
6288	Chap. 011 – autres services extérieurs	2 500.00 €
6411	Chap. 012 – personnel titulaire	3 000.00 €
65548	Chap. 65 – contributions organismes regroupement	900.00 €
673	Chap. 67 – titres annulés	1 700.00 €
023	Chap. 023 – virement à la section d'investissement	15 347.00 €
<b>total dépenses de fonctionnement :</b>		<b>52 347.00 €</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES		
art.	objet	crédits
021	Chap. 021 – op. OFI – virement de la section de fonctionnement	15 347.00 €
024	Chap. 024 – op. OFI – produits des cessions	6 855.00 €
10226	Chap. 10 – op. OFI – taxe d'aménagement	12 000.00 €
1327	Chap. 13 – op. 204 – budget communautaire et fonds structurels	20 189.00 €
1331	Chap. 13 – op. 204 – dotation équipement territoires	2 000.00 €
1332	Chap. 13 – op. 204 – fonds équipement amendes police	1 464.00 €
<b>total recettes investissement :</b>		<b>57 855.00 €</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT		
DEPENSES		
art.	objet	crédits
2152	Chap. 21 – op. 213 – installation de voirie	6 855.00 €
2128	Chap. 21 – op. 210 – autres agencements et aménagements	57 700.00 €
2152	Chap. 21 – op. 204 – installations de voirie	- 11 000.00 €
21311	Chap. 21 – op. ONA – hôtel de ville	7 700.00 €
21312	Chap. 21 – op. ONA – bâtiments scolaires	- 10 000.00 €
21578	Chap. 21 – op. ONA – autres matériels et outillages voirie	1 200.00 €
2158	Chap. 21 – op. ONA – autres matériel technique	- 4 000.00 €
2182	Chap. 21 – op. ONA – matériel de transport	5 300.00 €
2183	Chap. 21 – op. ONA – matériel de bureau et informatique	1 300.00 €
2184	Chap. 21 – op. ONA – mobilier	- 1 300.00 €
2188	Chap. 21 – op. ONA – autres immobilisation corporelles	4 100.00 €
<b>total dépenses investissement :</b>		<b>57 855.00 €</b>

**N° 067/2022 - EMPLOIS COMMUNAUX DE LA FILIERE TECHNIQUE A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2023**

Conformément à l'article L 313.1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement du service.

Vu la réforme des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2017

Vu la liste des emplois communaux de la filière technique à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 adoptée le 30 juin 2022

Vu l'avis du Comité technique en date du 8 novembre 2022.

Considérant qu'afin de favoriser les recrutements lors du remplacement de 3 agents du service technique, le conseil municipal avait, avant le début des procédures de recrutement, transformé les 3 postes concernés par les départs en 3 postes du cadre d'emploi des adjoints territoriaux. Les recrutements ont pu, ainsi, se faire indifféremment, selon les candidatures par voie de mutation, sur les grades d'adjoint technique, adjoint technique principal 2<sup>e</sup> classe ou adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe.

Les recrutements étant maintenant terminés, le conseil municipal est invité à procéder à la mise à jour des emplois de la filière technique en indiquant les grades sur lesquels les recrutements ont été réalisés et en supprimant les grades non utilisés.

POSTE 1 : Suppression des grades d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe et d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe. Recrutement d'un adjoint technique – 35 heures – au 1<sup>er</sup> octobre 2021

POSTE 2 : Suppression des grades d'adjoint technique et d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe. Recrutement d'un adjoint technique principal 2<sup>e</sup> classe par mutation – 35 heures – au 3 février 2022

POSTE 3 : Suppression des grades d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe et d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe. Recrutement d'un adjoint technique par mutation – 35 heures – au 08 août 2022

Sur proposition du maire ;

le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité,

▪ DECIDE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 de régulariser les grades de recrutement des 3 postes relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.

▪ DIT que les 3 grades sur lesquels les recrutements ont pu être réalisés sont les suivants :  
2 postes au grade d'adjoint technique, 1 poste au grade d'adjoint technique principal 2<sup>e</sup> classe

• DIT qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 la liste des emplois communaux de la filière technique est la suivante :

- 1 poste d'Agent de Maîtrise principal à temps complet
- 3 postes d'Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 2 postes d'Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe à temps complet
- 2 postes d'Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe à temps non complet de 26h 30 mn
- 3 postes d'Adjoint technique à temps complet
- 5 postes d'Adjoint technique territorial à temps non complet dont les temps de travail hebdomadaires sont de :
  - 11 h
  - 18 h 45 mn
  - 23 h 30 mn
  - 28 h
  - 28 h 30 mn

## **N° 068/2022 - REVERSEMENT OBLIGATOIRE D'UNE PART DE LA TAXE D'AMENAGEMENT (TA) COMMUNAL**

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'article 109 de la loi de finances pour 2022,

Conformément à l'exposé présenté au conseil communautaire de la CC Saône Doubs Bresse, le Maire rappelle au conseil municipal que la taxe d'aménagement est un impôt local perçu par les communes ou leurs EPCI et les départements. Elle concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes :

- Permis de construire
- Permis d'aménager
- Autorisation préalable

La taxe d'aménagement est due, sauf cas d'exonération, pour toute création de surface de plancher close et couverte dont la superficie est supérieure à 5 m<sup>2</sup> et d'une hauteur de plafond supérieure ou égale à 1.80 mètre, y compris les combles et les caves. Certains aménagements, comme les piscines et les panneaux solaires, bien qu'exclus de la surface taxable, sont toutefois soumis à la taxe d'aménagement de façon forfaitaire.

Elle permet principalement le financement des équipements publics (réseaux, voiries) communaux et intercommunaux dont vont bénéficier les futures constructions et aménagements.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu l'article 109 de la loi de finances pour 2022.

L'article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences ».

Les communes membres de la CC Saône Doubs Bresse ayant institué un taux de taxe d'aménagement et la CC Saône Doubs Bresse doivent donc, par délibérations concordantes, définir les modalités de reversement d'une part de la taxe d'aménagement communale à l'EPCI.

Cette disposition est d'application immédiate à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Par délibération du 8 novembre 2022, la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse s'est prononcée sur les modalités suivantes de reversement d'une part de la taxe d'aménagement par les communes concernées :

- Reversement de 10 % de la part communale de taxe d'aménagement à la CC Saône Doubs Bresse par les communes concernées
- Adoption d'un zonage spécifique des deux zones d'activités économiques intercommunales : la ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse avec reversement de 60 % de la part communale des taxes d'aménagement à la CC Saône Doubs Bresse, dans le cas spécifique des taxes dues pour des aménagements sur ces deux ZAE intercommunales
- Recouvrement calculé à partir des impositions nouvelles au 1<sup>er</sup> janvier 2022, et concernera les exercices 2022 et 2023.
- Signature de la convention jointe, et des éventuels avenants, fixant les modalités de reversement avec chaque commune concernée et ayant délibéré de manière concordante.

Le maire propose au conseil municipal de se prononcer de manière concordante à la délibération de la CC Saône Doubs Bresse.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité,

- ADOPTE le principe de reversement de 10 % de la part communale de taxe d'aménagement à la CC Saône Doubs Bresse par les communes concernées
- ADOPTE un zonage spécifique des deux zones d'activités économiques intercommunales, la ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse et ADOPTE le reversement de 60 % de la part communale des taxes d'aménagement à la CC Saône Doubs Bresse, dans le cas spécifique des taxes dues pour des aménagements sur ces deux ZAE intercommunales

- DIT que ce recouvrement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1<sup>er</sup> janvier 2022, et concernera les exercices 2022 et 2023
- AUTORISE le maire à signer la convention jointe, et des éventuels avenants, fixant les modalités de reversement avec chaque commune concernée, et ayant délibéré de manière concordante.
- AUTORISE le maire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## **CONVENTION DE REVERSEMENT OBLIGATOIRE D'UNE PART DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

### **ENTRE**

La commune de xxxxxxxxxxxxxxx représentée par xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal N° xxxxxxxx en date du xx/xx/2022, certifiée conforme et exécutoire en date du xx/xx/2022, ci-après dénommée « la commune »,

D'une part,

ET

La Communauté de communes Saône Doubs Bresse, représentée par Madame Brigitte BEAL, présidente, agissant en vertu d'une délibération N° xxxxxxxx en date du 08/11/2022, certifiée conforme et exécutoire en date du x/xx/2022, ci-après dénommée « la Communauté de communes »,

D'autre part,

### **PREAMBULE**

La commune, membre de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse, perçoit, sauf cas d'exonération, le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient **obligatoire** tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022.

Cet article 109 indique en effet que « **si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences)** ».

Par délibération en date du 08 novembre 2022, le Conseil Communautaire a décidé d'instaurer le reversement de 10 % de toutes les taxes d'aménagement perçues par les communes concernées ainsi qu'un zonage spécifique des deux zones d'activités économiques intercommunales, la ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse pour lesquelles le taux de reversement concernant les taxes dues pour des aménagements sur ces deux ZAE intercommunales, est de 60 % de la part communale, uniquement pour les taxes d'aménagement perçues sur ces deux zones.

Par délibération concordante du conseil municipal N° xxxxxxxx en date du xx/xx/2022, la commune a instauré le reversement à la Communauté de communes Saône Doubs Bresse de 10 % du produit de la taxe d'aménagement ainsi qu'un reversement spécifique de 60 % pour les deux ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse,

Il est convenu ce qui suit:

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de reversement en vertu des délibérations concordantes prises par les 2 parties.

### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Le champ d'application de la présente convention porte sur toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme, soumises à taxe d'aménagement et ne bénéficiant pas d'un cas d'exonération.

### **ARTICLE 3 : TAUX DE TAXE D'AMENAGEMENT REVERSEE**

La commune s'engage à reverser à la Communauté de communes Saône Doubs Bresse 10 % du produit de la taxe d'aménagement perçue.

En sus un zonage spécifique des deux zones d'activités économiques intercommunales est mis en place, concernant la ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse. Le taux de reversement concernant les taxes dues pour des opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme, soumises à taxe d'aménagement sur ces deux ZAE intercommunales, est de 60 % de la part communale.

Ce taux spécifique s'applique uniquement pour les taxes d'aménagement perçues sur ces deux zones, dans tous les autres cas le taux de reversement de 10 % s'applique.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

Le reversement à la Communauté de communes Saône Doubs Bresse du produit de la taxe d'aménagement perçu et entrant dans le champ d'application est annuel.

L'année N+1, la commune reversera à la Communauté de communes Saône Doubs Bresse la part communale de la taxe d'aménagement perçue l'année N.

Ainsi, au plus tard le 1er juin de chaque année, la commune transmettra à la Communauté de communes Saône Doubs Bresse une copie de la page du compte de gestion de l'année N-1 sur laquelle figure le montant de la taxe d'aménagement perçue.

*Un décompte à part sera effectué concernant le zonage spécifique des deux zones d'activités économiques intercommunales, la ZAE de Charbonneau à Ciel et la ZAE des Quarts à Saint-Martin-en-Bresse.  
Les reversements seront imputés en section d'investissement.*

**ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

*La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.*

**ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION**

*La présente convention entre en vigueur au 1er janvier 2022 pour une durée de 2 ans, pour l'exercice 2022 puis l'exercice 2023. Arrivée à échéance, elle sera renouvelable annuellement, par reconduction expresse.*

**ARTICLE 7 : LITIGES**

*En cas de litige portant sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, et après épuisement des voies amiables en vigueur, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif, dans le respect des délais de recours.*

*La présente convention sera transmise à Monsieur le Préfet de Saône & Loire.*

---

**N° 069/2022 - PLUI : DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2017 11 49 du 14/11/2017 portant prescription du PLUi de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse,

Considérant que l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme dispose que :

« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ».

Le maire propose au conseil municipal de débattre des orientations générales du PADD dans le cadre de la prescription du PLUi de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse. Chaque conseiller a été destinataire de la délibération de la CC Saône Doubs Bresse ainsi que du projet de PADD.

Le maire expose au conseil que le PLUi de la CC Saône Doubs Bresse devra être compatible avec les orientations et les objectifs du Schéma de cohérence Territorial (SCOT) du Chalonnois approuvé le 2 juillet 2019.

La 1<sup>ère</sup> phase de l'élaboration du PLUi était relative à la réalisation de l'état des lieux et du diagnostic du territoire dont la présentation a été faite en réunion publique le 24 novembre 2021.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est la 2<sup>e</sup> phase du PLUi. Il définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur et durable de l'ensemble du territoire communautaire.

Le PADD s'appuie sur une vision globale du territoire à l'horizon 2035, soit une douzaine d'années d'application du PLUi.

Le projet de PADD est organisé autour de l'idée d'un développement basé sur l'identité rurale du territoire et décliné en trois grands axes :

1 – Préserver la dynamique de la filière agricole

Orientation A : préserver le foncier agricole et les capacités d'exploitations

Orientation B : maîtriser la consommation foncière à vocation économique

Orientation C : maîtriser la consommation foncière à vocation d'habitat

2 – Favoriser le développement pour tous autour des centralités urbaines

Orientation A : organiser la production de logements en s'appuyant sur l'armature urbaine

Orientation B : organiser la production de logements au plus près des centres bourgs

Orientation C : diversifier la typologie des logements pour convenir aux habitants tout au long de leur vie

Orientation D : adapter le développement des services et équipements aux échelles territoriales et à l'armature urbaine

Orientation E : équilibrer le développement de l'activité et des emplois au regard des échelles territoriales et de l'armature urbaine

3 – Offrir un cadre de vie attractif s'appuyant sur le patrimoine naturel, architectural et paysager

Orientation A : préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et la qualité de ses milieux naturels

Orientation B : assurer à long terme la protection de la ressource en eau

Orientation C : préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et ses qualités paysagères et patrimoniales – protéger et mettre en valeur les patrimoines paysagers et bâtis associés aux grandes vallées alluviales, à l'eau et aux identités rurales du territoire

Orientation D : promouvoir la qualité de vie des villes et des villages

Orientation E : organiser les déplacements et les stationnements

Orientation F : développer les activités et les pratiques de loisirs et de tourisme en s'appuyant sur les valeurs environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire

Orientation G : tendre vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la performance environnementale

Orientation H : favoriser le recours aux énergies renouvelables

Le débat engagé au sein du conseil municipal porte essentiellement sur la constructibilité, le maintien des services publics et le rôle des deux centralités urbaines de la CC Saône Doubs Bresse.

Les questions et observations des conseillers municipaux sont l'occasion de faire le point sur les orientations définies par le PADD dans ces domaines :

Pour être en conformité avec le SCOT, le PADD se donne un objectif de limitation de la consommation de l'espace pour le logement de 5.75 ha/an. La construction devra être densifiée.

Le PADD prévoit la production d'environ 660 logements sur le territoire de la CC pour la période 2023-2035 et la remise sur le marché de 60 logements vacants pour la même période.

Deux polarités d'équilibre -centralités urbaines- se dessinent sur le territoire :

- Verdun-sur-le-Doubs/Ciel
- Saint-Martin-en-Bresse

Le PADD prévoit environ 35 % de la production des logements dans les deux polarités d'équilibre et 65 % pour les autres villages de la communauté de communes.

Au sein des deux polarités d'équilibre, la production de logement est prévue à hauteur de 40 % des logements sur Verdun-sur-le-Doubs/Ciel et 60 % des logements sur Saint-Martin-en-Bresse.

Le PADD prévoit de privilégier l'implantation de logements à proximité des espaces urbanisés accueillant les équipements, services et commerces. La densification des hameaux ne sera possible qu'en cas de besoin non satisfait dans les centres bourgs.

Globalement, le PADD prévoit que l'offre de logement devra être concentrée sur les centres bourgs et espaces urbanisés existants.

A l'issue des discussions, après en avoir débattu et délibéré, et à l'unanimité,

## LE CONSEIL MUNICIPAL

DECIDE de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du projet d'aménagement de de développement durables pour le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, en application de l'article L 153-12 du code de l'urbanisme ;

DIT que la tenue du débat est formalisée par la présente délibération, à laquelle est annexé le projet de PADD débattu.



Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal  
Communauté de communes Saône Doubs Bresse  
Département de Saône et Loire



Diagnostic du territoire - Tome 1

Projet d'Aménagement et de Développement Durable – P.A.D.D.



Envoyé en préfecture le 08/12/2022  
Reçu en préfecture le 08/12/2022  
Publié le 08/12/2022  
ID : 071-217104961-20221129-008\_2022-0E

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

Table des matières

Présentation générale .....	1
Introduction .....	3
Le cadre et les objectifs assignés au PADD .....	3
Structure générale du projet.....	4
<b>Axe 1 – Préserver la dynamique de la filière agricole .....</b>	<b>7</b>
Introduction .....	9
Orientation A: Préserver le foncier agricole et les capacités d'exploitation .....	10
Orientation B: Maîtriser la consommation foncière à vocation économique.....	10
Orientation C: Maîtriser la consommation foncière à vocation d'habitat .....	11
<b>Axe 2 – Favoriser le développement pour tous autour des centralités urbaines 13</b>	
Introduction .....	15
Orientation A: Organiser la production de logement en s'appuyant sur l'armature urbaine.....	16
Orientation B: Organiser la production de logement au plus près des "centralités" .....	18
Orientation C: Diversifier la typologie des logements pour convenir aux habitants tout au long de leur vie.....	19

Envoyé en préfecture le 08/12/2022  
Reçu en préfecture le 08/12/2022  
Publié le 08/12/2022  
ID : 071-217104961-20221129-008\_2022-0E

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

Orientation D: Adapter le développement des services et équipements aux échelles territoriales et à l'armature urbaine..... 19  
Orientation E: Equilibrer le développement de l'activité et des emplois au regard des échelles territoriales et de l'armature urbaine..... 20

**Axe 3 – Offrir un cadre de vie attractif en s'appuyant sur le patrimoine naturel, architectural et paysager 21**

Introduction ..... 23  
Orientation A: Préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et la qualité de ses milieux naturels ..... 24  
Orientation B: Assurer à long terme la protection de la ressource en eau ..... 24  
Orientation C: Protéger et mettre en valeur les patrimoines paysagers et bâtis associés aux grandes vallées alluviales, à l'eau et aux identités rurales du territoire ..... 25  
Orientation D: Promouvoir la qualité de vie des villes et des villages ..... 26  
Orientation E: Organiser les déplacements et les stationnements ..... 27  
Orientation F: Développer les activités et les pratiques de loisirs et de tourisme en s'appuyant sur les valeurs environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire ..... 28  
Orientation G: Tendre vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la performance environnementale ..... 29  
Orientation H: Favoriser le recours aux énergies renouvelables ..... 29

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074-217104951-20221129-008\_2022-DE  


PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

## **P**RESENTATION GENERALE



Photographies de Verdun-sur-le-Doubs, Charnay-les-Chalon, Saint Didier en Bresse.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074-217104951-20221129-008\_2022-DE  


Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 07-1217104691-20221129-008\_2022-DE

**Introduction**

Le PADD définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par le territoire, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement, dans le respect des objectifs et des principes des articles suivants :

**Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme**

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

- 1° L'équilibre entre :
  - a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
  - b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la reconstruction des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
  - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
  - d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
  - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- 4° La sécurité et la salubrité publiques ;
- 5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
- 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

**Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme**

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :  
1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

**Le cadre et les objectifs assignés au PADD**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est la « clef de voûte » du dossier de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI), dans le sens où il définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur et durable de l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse.

Document stratégique et prospectif, le PADD s'appuie sur une vision globale du territoire à l'horizon 2035, soit 12 années d'application du PLUI, et décline une stratégie de développement qui traduit les choix retenus par les élus pour le développement du territoire.

Conformément aux articles du Code de l'Urbanisme précédemment cités, le PADD donne les grandes orientations pour le territoire sur les thématiques ci-après :



Il fixe également des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le PADD vise ainsi à articuler le développement démographique et économique du territoire avec les objectifs environnementaux, paysagers et agricoles.

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 07-1217104691-20221129-008\_2022-DE

PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

Véritable projet politique adapté et partagé répondant aux besoins et enjeux spécifiques du territoire, le PADD fixe ses orientations en s'appuyant sur :

- Les enjeux prioritaires identifiés et hiérarchisés à l'échelle du territoire et de chaque unité géographique. Le PADD s'appuie sur les leviers majeurs permettant de répondre à ces enjeux.
- Le cadre réglementaire défini par les documents supra-communaux qui s'imposent au PLU, notamment le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Chalonnais.

**Structure générale du projet**

**Une stratégie fondée sur les atouts du territoire :**

Le territoire de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse présente plusieurs atouts sur lesquels les élus du territoire entendent ancrer leur développement :

- Un territoire agricole encore très préservé avec un bon potentiel agronomique et couplé à des espaces forestiers qui constituent une ressource naturelle importante. Il présente des milieux agricoles diversifiés entre les cultures céréalières en plaines alluviales et prairies bocagères en Bresse (62% du territoire sont des espaces cultivés). Pour les élus du territoire, l'agriculture apparaît structurante pour ce territoire d'abord rural tant en terme paysager (bocage, plaine alluviale...) que de cadre de vie (proximité des espaces agricoles et naturels, développement de circuits courts...)



Guerford

Longepierre

- Deux petites villes, polarités d'équilibre entre, à l'Ouest, Verdun-sur-le-Doubs (associée à Ciel, sa voisine) dans la plaine alluviale à la confluence de la Saône et du Doubs et, à l'Est, Saint Martin en Bresse sur le plateau bressan. Les deux proposent une offre de commerces, services et équipements de proximité qui contribuent à l'attractivité du territoire et permettent d'offrir à la population un confort de vie au quotidien. Ils répondent aux besoins de différentes générations. Pour les élus du territoire, le développement de ces polarités apparaît comme une nécessité pour le territoire pour ne pas augmenter la dépendance aux agglomérations voisines. Cela passe notamment par le maintien d'un dynamisme démographique suffisant.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

De plus, la ville historique de Verdun-sur-le-Doubs présente un fort potentiel en terme d'attractivité touristique en misant sur l'aspect pittoresque du site de la confluence, l'aspect « centre ancien » des parties résidentielles du centre urbain couplé au développement du tourisme fluvial.



Verdun-sur-le-Doubs

Saint-Martin-en-Bresse

- Un réseau de villages dont la richesse patrimoniale (naturelle, paysagère et architecturale) au cœur d'un espace agricole préservé fait l'attractivité ainsi qu'une préservation par rapport aux nuisances et pollutions. Pour les élus du territoire il convient de préserver l'identité et la diversité de ces villages en laissant à ceux qui le souhaitent et le peuvent la possibilité d'une certaine dynamique démographique.



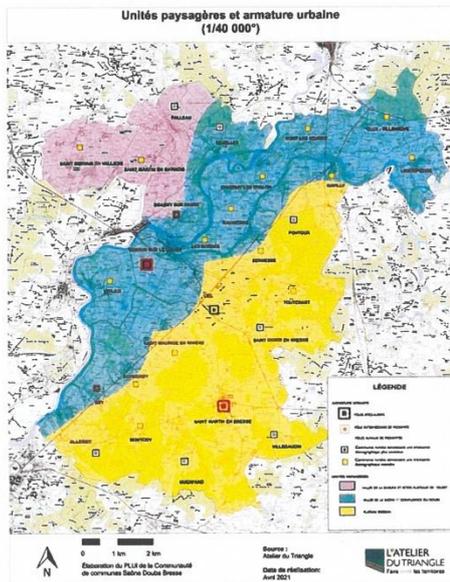
Longepierre

Domerney

- Un territoire rural, naturel et urbain qui propose une diversité de cadres de vie dans trois grandes unités paysagères: le plateau bressan et sa mosaïque d'occupation du sol entre agriculture et forêt – la vallée de la Saône et la confluence avec le Doubs et ses grands espaces de plaine alluviale inondable – la vallée de la Dheune et les petits plateaux de l'Ouest et sa forte ruralité. Les élus du territoire entendent en priorité préserver la diversité des paysages et, de manière générale, le cadre de vie dans ses dimensions environnementales. Il s'agit de maintenir les dynamiques agricoles, valoriser les ressources forestières et organiser le développement urbain en fonction de ces cadres paysagers et aussi des contraintes spécifiques des territoires (inondabilité, trafic automobile...)

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221129-008\_2022-DE

PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD



Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Ces cadres de vie préservés avec des espaces agricoles diversifiés reposant sur des modes de valorisation variés (élevage, culture et des productions de qualité...) et qui présente aussi une trame d'espaces naturels riches liés notamment aux grandes vallées alluviales est un atout pour le développement touristique, en lien avec le potentiel de développement du tourisme fluvial grâce à la présence des deux cours d'eau majeurs mais également avec l'euro vélo, le site de la confluence et la présence de Verdun-sur-le-Doubs pour laquelle avait également été identifié l'enjeu touristique comme étant prioritaire. Il abrite aussi un patrimoine bâti constitué de petits châteaux, moulins, fermes, voire d'éléments plus étonnants comme le « château de Bresse et Castille ». Ce cadre rural, ces éléments patrimoniaux et la qualité des paysages constituent une opportunité pour développer l'activité touristique. Les élus souhaitent ainsi approfondir le développement touristique du territoire autour des paysages naturels et la préservation de ces patrimoines.



Château de Bresse et Castille

Les Bordes

**Un développement fondé autour de trois axes stratégiques**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse est ainsi fondé sur l'articulation du développement territorial autour de la question de la ruralité dans toutes ses composantes: économiques, culturelles, paysagères, environnementales

Pour cela les orientations sont déclinées concrètement selon trois axes stratégiques :

- 1 – Préserver la dynamique de la filière agricole
- 2 – Favoriser le développement pour tous autour des centralités urbaines
- 3 – Offrir un cadre de vie attractif s'appuyant sur le patrimoine naturel, architectural et paysager

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221129-008\_2022-DE

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074217104561-20221129-008\_2022-DE



6

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

## AXE 1 – PRESERVER LA DYNAMIQUE DE LA FILIERE AGRICOLE



Photographies – Saint Martin en Gatinois, Toutenant, Charnay-Ils-Chalon



Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074217104561-20221129-008\_2022-DE



7



PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation A: Préserver le foncier agricole et les capacités d'exploitations**

1. Veiller à limiter au maximum la consommation des espaces dédiés à l'agriculture et éviter le « mitage » de ces espaces.

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Préserver le foncier agricole** et, donc le potentiel de production du territoire en terme de surfaces disponibles. Le projet de développement recherche de manière générale à réduire la consommation foncière (voir orientation B et C).
- ▲ **Limiter le mitage** des espaces ruraux, agricoles et forestiers, par le développement de l'habitat qui, par création de conflit d'usage, peut être un frein au développement de l'activité agricole ou sylvicole.

2. Préserver les perspectives de développement des sites agricoles et sylvicoles.

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Veiller à maintenir les surfaces de proximité**, notamment en tenant compte des périmètres de réciprocity autour des bâtiments d'exploitation et surtout en évitant, de manière générale, de créer un enclavement des sites et bâtiments d'exploitation existants. Il s'agit ainsi de laisser des marges de développement possible aux exploitations et d'éviter les conflits liés à la proximité entre exploitations et zones d'habitat. Cela s'accompagne également d'une réflexion sur le maintien des accès aux parcelles agricoles.
- ▲ **Préserver au maximum les parcelles identifiées** comme « à enjeu » avec une attention particulière pour les espaces sous signe de qualité (AOC, IGP), les exploitations en « bio », les exploitations « niche », les terres drainées et les zones à fort potentiels agronomiques.
- ▲ **Permettre et encourager les initiatives agricoles** qu'il s'agisse de nouvelles installations, de successions ou de déplacement de bâtiments enclavés dans le tissu urbain, de projets de diversification ou encore la création de points de transformation ou/et vente individuels ou collectifs.
- ▲ **Encourager de nouvelles pratiques agricoles** susceptibles de se saisir des opportunités du territoire :
  - Développement des circuits courts (proximité du bassin de consommation de l'agglomération de Chalon-sur-Saône)
  - Développement de « marchés niches » (poules pondeuses, maraichage...)

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- Développement maîtrisé des ENR pour une diversification des revenus agricoles (méthanisation, photovoltaïque).

- ▲ **Encadrer les possibles changements de destination** de bâtiments dans l'espace rural et naturel de sorte qu'ils ne compromettent pas le développement de l'activité agricole et ne soient pas porteurs de nouveaux conflits d'usage. On fera attention à ce qu'il n'augmente pas le « mitage » du territoire.

**Orientation B: Maîtriser la consommation foncière à vocation économique**

Le territoire présente aussi des activités autres qu'agricoles qui doivent participer de sa dynamique sans pour autant gêner la préservation de la filière agricole...

1. Regrouper l'offre foncière pour les activités productives autour des zones d'activités déjà existantes.

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Ne pas autoriser la création de nouvelles zones d'activités**. L'accueil d'activités est autorisé dans les espaces dédiés : zones d'activités économiques existantes à Alériot, Bey, Ciel, Saint Martin en Bresse et Verdun-sur-le-Doubs.

2. Maîtriser la consommation de l'espace pour le développement de l'activité

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Utiliser l'ensemble des potentiels** dans les zones d'activités existantes en priorité. Il s'agit d'éviter une consommation d'espace en extension des zones d'activités existantes. On cherchera donc à utiliser les « dents creuses » ou à densifier les implantations existantes que ce soit à l'horizontale ou à la verticale.
- ▲ **Mobiliser les friches d'activités existantes** sur le territoire. De manière plus générale, il s'agit de mobiliser le potentiel existant en matière de renouvellement, mutation, changement de destination au niveau des friches d'activités existantes sur le territoire.
- ▲ **Limiter les extensions des zones d'activités existantes** dans le cadre des préconisations du SCOT.

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 071217104561-20221128-008\_2022-DE

10

PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation C: Maîtriser la consommation foncière à vocation d'habitat**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable se donne un objectif de limitation de consommation de l'espace pour le logement de 5,75 hectares/an

Pour une gestion durable du foncier, le PLUI respecte les objectifs de densité et de consommation de l'espace du SCOT

	POLARITÉS D'ÉQUILIBRES (Verdun, Ciel, St-Martin)	VILLAGES
Densité moyenne sur le niveau de polarité	15 logements par hectares	8 logements par hectares
Recommandation pour logements groupés ou collectifs	50 % minimum	25 % minimum
Repartition des plafonds de consommation d'espace pour l'habitat	16 hectares	53 hectares

Extrait du SCOT

1. Donner la priorité au renouvellement urbain et à la densification

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Privilégier les potentiels en « dents creuses »** (parcelles ou groupes de parcelles non bâties, au sein de l'enveloppe urbaine, d'une surface et d'une configuration suffisante pour accueillir au moins un logement – définition du SCOT – et non liée à un usage résidentiel), mais aussi en tenant compte de critères tels que écologiques, paysagers, agricoles, financiers, risques, localisation éloignée du centre.
- ▲ **Prendre en compte la possibilité de divisions parcellaires**, dans le cadre d'une organisation urbaine maîtrisée.
- ▲ **Faire l'hypothèse d'une réduction de 15% de la vacance**, en particulier dans les communes les plus touchées par le phénomène.
- ▲ **N'envisager l'extension de l'enveloppe urbaine** que lorsque les autres potentiels ne sont pas suffisants.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 071217104561-20221128-008\_2022-DE

11

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 071-217104961-20221129-049\_2022-DE

12

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

## AXE 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT POUR TOUS AUTOUR DES CENTRALITES URBAINES



Photographies des centres-bourgs de Ciel, Verjux et Saint-Martin-en-Bresse

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 071-217104961-20221129-049\_2022-DE

13

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 071-217104561-20221128-008\_2022-DE

**Introduction**

Depuis les années 70, le territoire de la CC connaît une croissance démographique régulière preuve de l'attractivité de son territoire.

Cela a conduit à un développement important de son parc de logements mais selon une typologie monospécifique (maisons individuelles) et une implantation très dispersée dans le territoire.

Le projet de territoire a pour ambition de poursuivre la dynamique de croissance mais en rééquilibrant le développement autour des centralités urbaines qui peuvent offrir services, équipements commerces et emplois et en favorisant une offre diversifiée susceptible de répondre aux besoins de toutes les générations.

Cette réflexion sur le développement autour des centralités urbaines s'appuie sur le cadre du SCOT (2018/2030) qui identifie 2 polarités d'équilibre (Saint-Martin-en-Bresse et Verdun-sur-le-Doubs), 1 polarité intermédiaire de proximité (Ciel) et 24 polarités rurales.



Extrait du SCOT

Sur cette base, le SCOT définit les objectifs suivants en matière de production de logements à horizon 12 ans.

	Objectif de production de logements neufs 2018-2030	Objectif maximum de remise sur le marché ou d'étalement de logements vacants 2018-2030	Taux de vacance « cible » pour 2030
<b>SAÔNE DOUBS BRESSE (TOTAL)</b>	<b>660</b>	<b>60</b>	<b>6%</b>
Dont Polarités d'équilibre (St Martin en Bresse, Ciel / Verdun sur le Doubs)	235	Répartition à préciser dans le cadre des diagnostics des documents d'urbanisme	
Dont Villages	425		

La volonté de favoriser le développement pour tous autour des centralités urbaines, se décline autour de cinq orientations:

Orientation A : Organiser la production de logements en s'appuyant sur l'armature urbaine

Orientation B : Organiser la production de logements au plus près des centres bourgs

Orientation C : Diversifier la typologie des logements pour convenir aux habitants tout au long de leur vie

Orientation D : Adapter le développement des services et équipements aux échelles territoriales et à l'armature urbaine

Orientation E : Equilibrer le développement de l'activité et des emplois au regard des échelles territoriales et de l'armature urbaine

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 071-217104561-20221128-008\_2022-DE

**Orientation A: Organiser la production de logement en s'appuyant sur l'armature urbaine**

**1. S'appuyer sur le SCoT pour maintenir la production de logement et renforcer le développement des pôles d'équilibre.**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Maintenir le niveau de production de logement à 55 logements/an** (hors remise sur le marché de logements vacants) comme le prévoit le SCoT et qui correspond peu ou prou à la production de la décennie précédente.

Soit, 660 logements pour la période 2023 – 2035

- ▲ **Prévoir un objectif minimum de remise sur le marché de logements vacants**, en cohérence avec les objectifs du SCoT.

Soit, 60 logements pour la période 2023 - 2035

- ▲ **Organiser la répartition entre les communes de la production de logements neufs** ainsi que les objectifs de remise sur le marché de logements vacants, en cohérence avec les enveloppes prévues par niveau de polarité.

Il s'agit de renforcer le poids des deux « polarité d'équilibre » dans le territoire afin qu'elles puissent jouer leur rôle de pôle de services, d'équipements et de commerces pour les autres communes du territoire.

Soit, environ 35% de la production de logement dans les polarités d'équilibre et 65% pour les villages.

Il s'agit d'une orientation forte car dans la période 2008/2018, le « poids » des deux « polarités d'équilibre » dans la production de logement n'aura été que de 25%.

**2. Organiser la production de logement sur les « polarités d'équilibre ».**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Permettre la production d'environ 235 logements à horizon 12 ans** sur les deux pôles d'équilibre: Verdun-sur-le-Doubs/Ciel et Saint-Martin-en-Bresse.

Il s'agit d'un objectif ambitieux puisqu'il suppose une augmentation de 40% de la production de logements sur les polarités. Du fait du poids (1838 habitants pour Verdun-sur-le-Doubs/Ciel et 1916 habitants pour Saint-Martin-en-Bresse) et du rôle très équivalent en terme de pôle de proximité de chacun des pôles, le projet prévoit de :

- ▲ **Répartir de manière égalitaire la part de production de logements prévue pour les « polarités d'équilibre »** mais en tenant compte de la différence entre les deux territoires et,

surtout, du fait que Verdun-sur-le-Doubs implanté dans la plaine inondable au confluent de la Saône et du Doubs voit son développement urbain en terme de construction nouvelles très contraint et doit donc d'abord miser sur le renouvellement urbain.

Ainsi, pour Verdun-sur-le-Doubs, une grande part du développement ne pourra se faire que dans le cadre d'une politique ambitieuse de réhabilitation urbaine permettant la remise sur le marché de logements vacants comme elle le fait déjà dans le cadre du programme "Petites villes de demain".

Le PADD prévoit donc de :

- ▲ **Prendre en compte un effort important de remise sur le marché de logements vacants à Verdun-sur-le-Doubs.** Avec 138 logements vacants, la commune de Verdun-sur-le-Doubs présente un potentiel important. Le PLUI prévoit qu'au moins 20% de ces logements puissent être remis sur le marché, soit une trentaine de logements.

Pour tenir compte de cette spécificité de Verdun-sur-le-Doubs, et rester dans l'objectif d'une répartition équitable, le projet prévoit que la part de production de logements (hors renouvellement urbain) devrait tendre vers une répartition de type :

- Environ 40% des logements sur Verdun-sur-le-Doubs/Ciel
- environ 60 % des logements sur Saint-Martin-en-Bresse

Qui tient compte du fait que les possibilités de remise sur le marché de logements vacants sont beaucoup moins fortes sur Saint-Martin-en-Bresse et sur Ciel. Pour ces deux communes le projet prévoit de :

- ▲ **Prendre en compte un effort normal de remise sur le marché de logements vacants dans les deux autres communes** qui présentent des taux de vacance beaucoup moins importants et qui sont moins impactés par le PPRi. Le PLUI qu'au moins 10% de ces logements puissent être remis sur le marché, soit 3 logements à Ciel et 6 logements à Saint Martin en Bresse.

**3. Organiser la production de logement sur les « villages ».**

Les villages présentent des profils et des dynamiques très différentes. Les dynamiques d'évolution peuvent être impactées positivement ou négativement.

Par exemple, le risque d'inondation est un frein à la création de nouveaux logements : certaines communes sont entièrement ou partiellement en zone rouge du PPRi et leur potentiel pour de nouveaux logements est nul ou restreint. Leur potentiel repose alors essentiellement sur la réhabilitation de logements.

A l'inverse, la proximité du bassin d'emploi de Chalon-sur-Saône ou du bassin de vie de Beaune renforce souvent l'attractivité de la commune...

Envoyé en préfecture le 05/11/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221128-008\_2022-DE

La répartition des 425 logements entre les villages tient compte de ces éléments qui peuvent influencer sur l'attractivité et la dynamique du développement de chaque commune.

Cette répartition se fait sur la base d'un classement en 3 types de communes en fonction des contraintes existantes :

- Les communes contraintes,
- Les communes à l'équilibre,
- Les communes à fort potentiel,

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Prendre en compte les freins au développement urbain et du parc de logement des communes contraintes:** 7 communes apparaissent fortement contraintes dans leur développement, du fait essentiellement des risques d'inondation. Certaines sont d'ailleurs entièrement en zone rouge et ne peuvent envisager un développement que par réhabilitation de logements ou bâtiments existants (ce que l'on lit dans la dynamique "augmentation du parc de logements entre 2008 et 2018...").
  - o Certaines conservent toutefois un petit potentiel, soit parce que moins exposées (Eucelles, Saint Martin en Gatinois) ou du fait de leur dynamique et niveau des équipements (Navilly)...

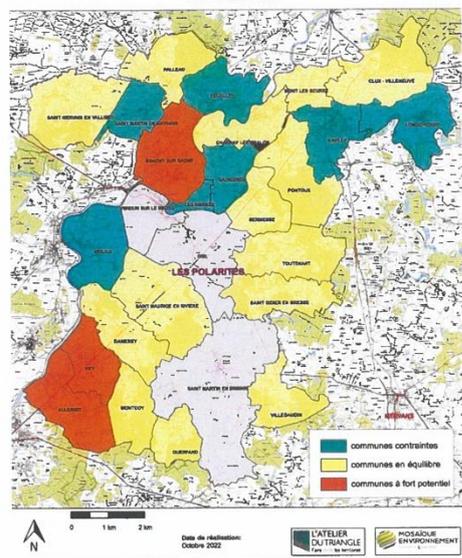
La part de ces communes dans la production de logements (hors renouvellement urbain et remise sur le marché de logements vacants) sera donc, de fait, très faible au regard du besoin général du territoire.

- ▲ **Prendre en compte la stabilité dans le développement urbain des communes "en équilibre":** 14 communes présentent un potentiel leur permettant d'envisager un développement de l'habitat qui leur ferait conserver leur « poids » actuel dans le parc de logement de l'ensemble du territoire. Ces communes présentent peu de contraintes et ne subissent pas non plus de pression forte au niveau logements.

La part de ces communes dans la production de logement (hors renouvellement urbain et remise sur le marché de logements vacants) leur permettra donc de conserver leur "poids" dans la hiérarchie des communes du territoire.

- ▲ **Prendre en compte le dynamisme démographique dans le développement urbain des communes "à fort potentiel":** 3 communes présentent une forte dynamique et un potentiel de développement qui peut permettre de compenser les contraintes qui pèsent sur d'autres communes du territoire. De plus, pour Bragny-sur-Saône, son développement peut aussi conforter la polarité d'équilibre constituée par Verdun-sur-le-Doubs et Ciel...

**LES VILLAGES**



Envoyé en préfecture le 05/11/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221128-008\_2022-DE

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

La part de ces communes dans la production de logement (hors renouvellement urbain et remise sur le marché de logements vacants) sera donc un peu plus forte pour accompagner le dynamisme de développement constaté.

Bien entendu, sur ces communes il conviendra aussi de prendre en compte une part de remise sur le marché de logements vacants. Le projet prévoit donc de :

- **Prendre en compte un effort normal de remise sur le marché de logements vacants.** Pour la remise sur le marché des logements vacants, on s'appuie sur la connaissance du parc de logements actuel, mais aussi sur l'impact du PPRI qui conduit à ce que le potentiel d'évolution de certaines communes repose fortement sur la capacité à remettre sur le marché des logements actuellement vacants.

Comme pour Verdun-sur-le-Doubs, cette question est particulièrement importante pour les communes fortement contraintes par les secteurs inondables de la plaine de la Saône et de celles du Doubs.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

### Orientation B: Organiser la production de logement au plus près des "centralités"

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable s'appuie sur l'objectif du ScoT qui prévoit le renforcement des centralités. Il définit les centralités principales de la façon suivante :

« *Peuvent être considérées comme des centralités principales les espaces urbanisés accueillant une part importante des logements d'une commune, ou accueillant des services et / ou commerces structurants qui génèrent des déplacements.* »

Elles correspondent donc dans la plupart du temps aux centres-bourgs, mais pourrait aussi s'appliquer à des hameaux équipés.

Ce principe n'interdit pas la densification des hameaux qui reste envisageable, pour le ScoT, au sein de leur enveloppe urbaine.

#### 1. Offrir des logements à proximité des centres des villages et des équipements, services et commerces pour dynamiser la vie des villages

Dans ce but, le projet vise à :

- **Privilégier l'implantation des futurs logements dans les centres bourgs ou dans des espaces urbanisés accueillant des équipements, services et commerces** (notion de centralité). Le principe est que la localisation principale pour le développement de l'habitat et celle des équipements et des services doit se faire dans un même environnement bâti afin de contribuer au maintien d'une vie sociale et de faciliter le quotidien des habitants, notamment en matière de déplacements en modes actifs.
- **N'envisager l'extension des centres-bourgs et des centralités** que lorsque les espaces libres à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (potentiel en dents creuses et de division parcellaire évalué en tenant compte de la rétention foncière) ne sont pas suffisants au regard du besoin visé par le PADD. Le choix des espaces à ouvrir à l'urbanisation pour l'extension de l'enveloppe urbaine tiendra compte des critères urbains (proximité des équipements et contribution à la vie sociale de la commune), paysager (évolution de la « silhouette » du village) et agricole (qualité agronomique des terres).
- **N'envisager la densification des hameaux** que si l'essentiel du besoin en développement est réalisé dans le centre-bourg ou si des contraintes diverses ne le permettent pas.
- **Limiter la densification des hameaux ou écarts** les moins adaptés pour recevoir de nouvelles constructions (faible desserte par les réseaux, impact paysager ou environnemental, impact sur l'activité agricole...)

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 07-1710461-20221129-0081\_2022-DE

18

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

### Orientation C: Diversifier la typologie des logements pour convenir aux habitants tout au long de leur vie

Le développement de l'habitat sur le territoire depuis la fin des années 1970 s'est fait essentiellement autour de l'habitat individuel. Aujourd'hui, le profil social et démographique des ménages et leurs perspectives d'évolution supposent de mettre à disposition d'autres types de produits, la maison individuelle ne pouvant plus constituer la réponse unique aux besoins et aux souhaits des habitants.

#### 1. Diversifier les formes d'habitat

Dans ce but, le projet vise à :

- **Faciliter les parcours résidentiel sur le territoire** en prenant en considération l'évolution des capacités et des besoins tout au long de la vie en particulier pour les jeunes ménages (dont les capacités financières sont limitées) et les personnes âgées (dont les besoins sont liés à leur autonomie).
- **Rééquilibrer les typologies de logements produits** (individuel, intermédiaire, collectif) pour diversifier la forme et la taille des logements. Cela se fera en tenant compte des caractéristiques de chaque commune et dans le respect d'un urbanisme de village.
- **Favoriser la mixité sociale et générationnelle.**

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

### Orientation D: Adapter le développement des services et équipements aux échelles territoriales et à l'armature urbaine.

Cette orientation s'appuie sur les principes de hiérarchie proposés par le ScoT :

#### Accueil des services et des équipements

- Accueil des équipements structurants pour les bassins de vie en priorité dans les polarités de l'armature urbaine.
- Accueil des autres équipements privilégié dans les centralités urbaines et villageoises.
- La mise en place d'équipements en périphérie des villes et des villages, et/ou dans des zones d'activité, doit être justifiée en démontrant l'absence de solutions alternatives en matière de localisation.

Ainsi les orientations du PADD sont différentes pour les polarités d'équilibre et les villages.

#### 1. Renforcer le rôle des polarités d'équilibre comme pôles d'équipement

Dans ce but, le projet vise à :

- **Privilégier dans les pôles d'équilibre l'implantation des équipements structurants** pour le territoire. Il s'agit de renforcer le rôle de pôle d'équipement de Verdun-sur-le-Doubs/Ciel et Saint-Martin-en-Bresse.
- **Favoriser le maintien de l'armature commerciale** la plus étendue possible et favoriser son développement. Cela est particulièrement vrai à Verdun-sur-le-Doubs dont l'armature commerciale historique est fortement en déclin.

#### 2. Conserver le rôle des villages quant aux équipements de proximité

Dans ce but, le projet vise à :

- **Le maintien des équipements, services et commerces existant** doit y être favorisé afin de conserver la vie sociale des villages.
- **Permettre l'implantation d'équipements de proximité** qu'ils peuvent partager avec d'autres villages proches.
- **Permettre l'implantation de commerces du quotidien**, mais pas l'implantation de grandes surfaces commerciales
- **Privilégier l'implantation en centre village, à proximité de l'habitat**

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 07-1710461-20221129-0081\_2022-DE

19

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation E: Equilibrer le développement de l'activité et des emplois au regard des échelles territoriales et de l'armature urbaine.**

Le projet de territoire décliné dans le cadre de ce PADD soutient le fonctionnement de l'espace économique et le développement de l'emploi, en recherchant un cadre favorable aux entreprises existantes.

Si la Communauté de Communes présente un tissu d'activités diversifié sur l'ensemble de son territoire, il n'en demeure pas moins que le territoire reste fortement dépendant vis-à-vis des bassins d'emplois et d'activités se trouvant à sa périphérie, à savoir celui de Beaune mais aussi et surtout le bassin de l'agglomération Chalonnaise.

En témoigne le ratio de 1 emploi pour environ 3 actifs sur l'intercommunalité.

75% emplois sont concentrés dans les communes où se trouvent les principales zones d'activités (sphère productive) et aussi dans les pôles d'équilibre (sphère présentielle): Verdun-sur-le-Doubs/Ciel, Saint-Martin-en-Bresse, Bey, Allériot

On trouve également un réseau de petits secteurs d'activités « secondaires » ou même des entreprises plus dispersées sur le territoire mais qui peuvent parfois correspondre à des sites importants (GRT Gaz à Palleau).

Enfin, l'activité agricole représente une part importante de l'économie du territoire, avec des activités diversifiées et qualitatifs.

L'activité touristique constitue quant à elle un secteur que les collectivités souhaitent encourager.

On notera que la tendance à la baisse est plus particulièrement au niveau de la sphère productive. La sphère présentielle se maintient, voire croît, avec la population.

**1. Soutenir le développement de l'économie productive**

Dans ce but, le projet vise à créer une offre foncière pour de nouvelles activités économiques<sup>1</sup>:

- ▲ Mettre en valeur les zones d'activités existantes dans le territoire pour mettre en avant l'offre foncière déjà existante.
- ▲ Favoriser la réutilisation des friches d'activités dispersées dans le territoire.

<sup>1</sup> Pour le territoire de Saône Doubs Bresse, le SCoT prévoit un plafond de consommation de 5 ha pour la période 2018 – 2030. Il prévoit que « L'accueil d'activités dans des espaces dédiés (zones d'activités économiques) est possible par extension et densification des zones existantes » Il prévoit aussi « Les espaces actuellement urbanisables dans les documents d'urbanisme et dépassant ces plafonds de surfaces devront être reclassés en zones agricoles ou naturelles lors des procédures de révision »

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- ▲ Permettre l'extension des zones d'activités économiques, afin de créer une offre foncière s'il cela apparaît nécessaire au regard du potentiel existant en leur sein et en tenant compte du fait que la réutilisation des friches d'activités est difficile à mettre en œuvre en particulier du fait de blocages fonciers.

Mais aussi, à permettre la préinisation et le développement de sites d'activités présents dans le territoire.

- ▲ Conforter les sites d'activités particuliers dispersés dans le territoire, comme l'exploitation de graviers de Verjux, le site GRT gaz de Palleau, l'usine de structures béton de Ciel, Val Ciel...etc ou d'autres activités plus petites afin de conserver le maximum d'emplois existants.

Et une mixité fonctionnelle.

- ▲ Admettre, dans le tissu urbain, les activités artisanales sous condition qu'elles n'apportent pas de nuisances incompatibles avec l'habitat dans le tissu urbain existant.

**2. Soutenir le développement de l'économie présentielle**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Rechercher un urbanisme de proximité qui doit permettre de dynamiser l'offre de services, équipements, commerces et contribuer à la création d'emploi dans le secteur de l'économie présentielle, en s'appuyant sur la hiérarchie proposée dans "l'orientation D - Adapter le développement des services et équipements aux échelles territoriales et à l'armature urbaine", entre polarités d'équilibre et villages.

**3. Soutenir le développement de l'économie touristique**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Encourager l'accueil d'activités touristiques et de loisirs qui s'appuient sur les valeurs environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire. (voir Orientation A de l'axe 3.)

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221128-008\_2022-CR

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**AXE 3 – OFFRIR UN CADRE DE VIE ATTRACTIF EN S'APPUYANT SUR LE PATRIMOINE NATUREL, ARCHITECTURAL ET PAYSAGER**



Photographies des centres-bourgs de Ciel, Verjux et Saint-Martin-en-Bresse

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 074-217104561-20221128-008\_2022-CR



## Introduction

La qualité du cadre de vie intègre différentes notions telles que la qualité environnementale et paysagère du territoire, la qualité urbaine, l'absence de nuisances et de risques pour les habitants ou encore les facilitations offertes aux habitants en matière de déplacements, services, emplois.

Ainsi, si les élus du territoire portent un projet ambitieux de développement démographique et économique, ils souhaitent aussi que ce projet soit en cohérence avec la préservation de la qualité territoriale, facteur important d'attractivité et de valorisation du territoire.

Ce principe revêt plusieurs dimensions internes et externes :

- Il s'agit en premier lieu de pouvoir continuer à offrir aux habitants actuels et futurs un cadre de vie de qualité répondant à leurs attentes ; cette ambition s'envisage sur le long terme et intègre les enjeux liés au changement climatique.
- Il s'agit aussi de s'attacher à la préservation des patrimoines naturels, bâtis, culturels et paysagers qui constituent le socle de l'identité du territoire et un facteur de notoriété à plus large échelle.

Le territoire offre des patrimoines naturels et bâtis de qualité liés à sa position à l'interface des grandes vallées alluviales de la Saône, du Doubs et de la Dheune et du plateau Bressan. Ces patrimoines constituent un socle essentiel pour le développement de l'activité touristique et les pratiques de loisirs.

Par ailleurs, la qualité du cadre de vie du territoire fonde en grande partie son attractivité et conditionne son développement démographique.

Le projet de territoire s'attache ainsi à préserver ces atouts.

Fortement exposé aux risques naturels, il intègre aussi les enjeux d'adaptation du territoire au changement climatique et contribue aux objectifs de transition énergétique.

La volonté de favoriser le développement pour tous autour des centralités urbaines, se décline autour de sept orientations :

**Orientation A : Préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et la qualité de ses milieux naturels**

**Orientation B : Assurer à long terme la protection de la ressource en eau**

**Orientation C : Préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et ses qualités paysagères et patrimoniales - Protéger et mettre en valeur les patrimoines paysagers et bâtis associés aux grandes vallées alluviales, à l'eau et aux identités rurales du territoire**

**Orientation D : Promouvoir la qualité de vie des villes et des villages**

**Orientation E : Organiser les déplacements et les stationnements**

**Orientation F : Développer les activités et les pratiques de loisirs et de tourisme en s'appuyant sur les valeurs environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire**

**Orientation G : Tendre vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la performance environnementale**

**Orientation H : Favoriser le recours aux énergies renouvelables**



PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

### Orientation A: Préserver l'identité rurale et naturelle du territoire et la qualité de ses milieux naturels

Les orientations déclinées dans l'axe 1 concernant l'activité agricole et la réduction de la consommation foncière contribueront fortement à la préservation de l'identité rurale du territoire. En complément la présente orientation décline des objectifs en faveur de la biodiversité et de la qualité paysagère du territoire.

Le projet de territoire s'attache à protéger cette armature naturelle :

- les **réservoirs de biodiversité dans leur diversité** : les secteurs bocagers encore bien préservés, les grands boisements de feuillus du plateau bressan, les zones humides et cours d'eau.
- les **corridors écologiques linéaires ou paysagers** : le diagnostic a permis d'identifier des secteurs naturels ou agricoles présentant encore une bonne perméabilité, ils composent des corridors paysagers relativement peu contraints. Dans certains secteurs soumis à la pression urbaine ont aussi été identifiés des corridors linéaires, correspondant à des secteurs plus restreints et plus menacés dont la préservation est essentielle pour assurer le maintien des perméabilités écologiques. Ils revêtent également un intérêt paysager en tant que coupure verte.

#### 1. Préserver et restaurer les trames vertes et bleues sur l'ensemble du territoire, en tant que support de biodiversité et gage de la qualité des paysages.

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Protéger les espaces naturels remarquables qui composent les réservoirs de biodiversité du territoire** : milieux alluviaux, grands massifs forestiers, zones humides,
- ▲ **Maintenir la fonctionnalité des corridors écologiques identifiés** (richesse de la matrice agronaturelle, perméabilité) et maintenir des coupures vertes entre les bourgs.
- ▲ **Préserver et restaurer les petits cours d'eau et les boisements rivulaires**, restaurer les Cosnes, éléments identitaires de la trame bleue du plateau bressan.
- ▲ **Protéger les structures boisées encore existantes et reconquérir le bocage**. Protéger le patrimoine arboré au sein des espaces agricoles et urbains.
- ▲ **Valoriser les grands massifs forestiers**, promouvoir des modes de sylviculture durables aptes à préserver l'ensemble de leurs fonctions.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

### Orientation B: Assurer à long terme la protection de la ressource en eau

La nappe alluviale de la Saône constitue une ressource majeure pour l'alimentation en eau potable. Plusieurs sites de captage sont présents sur le territoire lui permettant de bénéficier d'une eau de qualité et être autonome quant à son alimentation en eau potable. Dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource cela constitue un atout important.

Le projet affirme ainsi la nécessité de protéger strictement les zones de captages et les zones stratégiques pour la ressource en eau.

Une attention est également portée à la préservation de la ressource en eau à plus large échelle :

- En poursuivant la politique d'amélioration de l'assainissement, en adéquation avec les besoins liés au développement démographique et économique et en mobilisant des solutions techniques adaptées à la taille des communes et la typologie de l'habitat.
- En veillant, lors des projets d'aménagement, à éviter les risques de pollutions directes ou indirectes de la ressource en eau.
- En favorisant une gestion économe et responsable de la ressource en eau (en lien avec les actions menées par les syndicats d'AEP) : cela passe par l'optimisation et la poursuite de l'amélioration des réseaux d'eau potable, mais aussi les économies d'eau à tous les niveaux (collectivités, entreprises, habitants...).

#### 1. Protéger la ressource en eau

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Préserver les zones de captage et les zones stratégiques pour la ressource en eau.**
- ▲ **Economiser la ressource en eau** en favorisant le bon état des réseaux et la réduction des consommations.
- ▲ **Préserver les structures paysagères (bocage) qui limitent l'érosion et le ruissellement.**

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074-21710469-20221128-008\_2022-DE

24

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

### Orientation C: Protéger et mettre en valeur les patrimoines paysagers et bâtis associés aux grandes vallées alluviales, à l'eau et aux identités rurales du territoire

Le projet de territoire s'appuie ici sur les objectifs et orientations du ScoT qui visent à valoriser les grands cours d'eau :

- Protection, gestion et mise en valeur du patrimoine naturel et paysager associé à la Saône et au Doubs
- Protection et valorisation des réseaux hydrauliques et espaces bocagers associés aux casiers d'inondation
- Aménagement des villes et villages traversés par les grands cours d'eau
- Identification du patrimoine lié à l'eau.

#### 1. Préserver le paysage des grandes vallées alluviales et les cours d'eau affluents

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Protéger les éléments de la trame bleue et les structures paysagères** qui accompagnent les cours d'eau et casiers d'inondation. Maintenir les continuités longitudinales et latérales.
- ▲ **Encourager la rénovation du patrimoine bâti lié à la rivière** dans le respect des règles du PPRI : identifier les éléments remarquables du petit patrimoine lié à l'eau afin d'en assurer la préservation (moulins, écluses, témoins de crues etc.).
- ▲ **Préserver et restaurer les valeurs paysagères liées à l'eau et les protéger.**

#### 2. Préserver les paysages associés aux identités rurales du territoire

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ **Protéger les éléments majeurs du patrimoine** (valeurs pittoresques, locales ou archéologique) qu'ils soient, ou non, inscrits ou classés à l'inventaire des monuments historiques.
- ▲ **Préserver et valoriser le patrimoine bâti traditionnel** en tenant compte des identités patrimoniales diverses du territoire entre pierre et brique...
- ▲ **Repérer et protéger les éléments majeurs du petit patrimoine** et permettre le cas échéant sa restauration.
- ▲ **Préserver les silhouettes villageoises et les perspectives panoramiques** en définissant les conditions d'intégration architecturales et paysagères des extensions urbaines
- ▲ **Maîtriser et intégrer les développements urbains** en prenant en compte les effets de visibilité et le traitement des limites avec l'espace rural.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- ▲ **Favoriser l'intégration paysagère du bâti** à vocation d'activité, y compris agricole.

▲ **Protéger les structures bocagères** encore existantes qui participent du paysage bressan et encourager à en reconstruire. Il s'agit d'une composante paysagère et environnementale forte. Il s'agit à la fois de mettre en place des outils pour assurer la protection des réseaux de haies et alignements d'arbres encore existants et de favoriser leur restauration notamment dans le cadre des aménagements urbains (plantation de haies bressanes) ou des aménagements en faveur des modes actifs. A la protection des haies s'ajoute également celle des mares ;

▲ **Protéger les paysages d'étangs**, caractéristiques de la Bresse, souvent associés à des moulins (étang du moulin à Montcoy) ou à des espaces d'intérêt environnemental fort (Grand étang de Pontoux)...

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
Reçu en préfecture le 05/12/2022  
Publié le 05/12/2022  
ID : 074-21710469-20221128-008\_2022-DE

25

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation D: Promouvoir la qualité de vie des villes et des villages**

Bien que situés dans un cadre rural, les habitants sont en attente croissante d'espaces urbains de qualité accordant une place importante au végétal. Cette trame verte urbaine se décline à l'échelle communale, au sein de chaque aménagement et des espaces privatifs. Elle contribue à la bonne intégration paysagère des nouveaux aménagements, compose des espaces récréatifs de proximité et participe du confort d'été des espaces urbains. Ainsi la préoccupation de densité et d'économie d'espace ne doit-elle pas aller à l'encontre de la présence de cette trame verte urbaine.

La qualité de vie dans les villes et les villages est un facteur important d'attractivité. Elle repose sur plusieurs piliers :

- un environnement sûr, préservé des risques, exempt de nuisances et pollutions;
- des modes doux sécurisés et une circulation apaisée,
- des aménagements urbains de qualité répondant aux besoins de tous et laissant une place aux trames vertes urbaines.

C'est un enjeu majeur dans le cadre du processus de densification.

**1. Promouvoir la qualité des aménagements urbains**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Encourager la qualité des tissus urbains et villageois créés, en termes de morphologie, formes urbaines, qualité architecturale.
- ▲ Promouvoir pour les nouveaux aménagements le renforcement de la place du végétal dans les aménagements urbains afin de favoriser l'intégration paysagère et l'adaptation au changement climatique : protection des éléments existants, constitution de continuités vertes, limitation de l'imperméabilisation des sols, développement de la végétalisation des espaces publics et privés.
- ▲ Apaiser et requalifier les entrées et traversées de ville et de village : limitation du développement linéaire, encadrement de la qualité du tissu urbain. Agir en priorité à proximité des établissements scolaires.
- ▲ Développer et requalifier les espaces publics et les espaces dédiés à la mobilité et au stationnement.
- ▲ Organiser le juste partage de la voirie entre les différents modes de déplacement

**2. Prévenir les risques et les nuisances - Promouvoir la qualité de l'environnement en lien avec les enjeux de santé et de bien être**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Limiter le développement dans les secteurs soumis à des risques naturels ou technologiques.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- ▲ Limiter les extensions urbaines dans les secteurs affectés par les nuisances associées à la circulation routière. Les réduire dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain.
- ▲ Sécuriser les déplacements et agir sur les points noirs.
- ▲ Assurer une gestion optimale des eaux pluviales : limitation de l'imperméabilisation des sols, infiltration/rétention.
- ▲ Prendre en compte les cheminements naturels de l'eau dans la réflexion sur les aménagements urbains.
- ▲ Répondre aux besoins d'assainissement, optimiser les réseaux secs et humides existants.
- ▲ Réduire les îlots de chaleur en préservant le patrimoine arboré des villes et des villages, renforçant la trame verte urbaine et en travaillant sur des espaces publics adaptés.
- ▲ Prévenir et réduire les nuisances liées aux activités économiques et notamment celles associées à la circulation et au stationnement des poids lourds
- ▲ Poursuivre les efforts en matière de gestion des déchets

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 07121710461-20221128-089\_2022-DE

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation E: Organiser les déplacements et les stationnements**

Le territoire de Saône Doubs Bresse est fortement dépendant à la voiture, c'est pourquoi il convient, tout en tenant compte de la nécessité des déplacements automobiles, il convient d'offrir des alternatives et de développer les possibilités en terme de modes doux et actifs.

Le projet de territoire s'appuie ici sur les objectifs et orientations du ScoT qui visent à :

- Connecter les principaux espaces à dominante résidentielle avec les sites suivants en cheminement doux :
  - Les centralités communales, et les secteurs concentrant services et équipements publics ;
  - Les zones d'activité et les zones à vocation commerciale ;
  - Les arrêts des réseaux de transports collectifs.
- Permettre l'aménagement futur des itinéraires à créer : mise en place d'emplacements réservés, identification d'itinéraires dans des DAP Aménagement « densification », par exemple.

Les nouveaux projets d'extension proposent de manière systématique une desserte en déplacements doux, avec à la fois des cheminements piétons (espaces dédiés) et des itinéraires sécurisés pour les cycles (en site propre ou voirie partagée).

**1. Conforter, développer et sécuriser les « modes actifs »**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Imposer la mise en place d'espaces sécurisés pour les modes actifs dans les zones de développement.
- ▲ Poursuivre les aménagements en faveur des modes actifs dans les bourgs.
- ▲ Sécuriser les stationnements modes doux dans les espaces publics et à proximité des pôles de commerces, équipements et services.
- ▲ Créer des liaisons intercommunales et avec la voie bleue. Sécuriser les circulations au droit des grandes départementales, réduire les effets de rupture liés à ces axes.
- ▲ Maintenir et valoriser les sentiers de randonnées et voies vertes et bleues existants.
- ▲ Valoriser, à terme, l'emprise de la voie ferrée désaffectée.

**2. Offrir des alternatives au déplacement automobile**

Dans ce but, le projet vise à :

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- ▲ Encourager le covoiturage, en prévoyant, si nécessaire, les équipements (parking de covoiturage).
- ▲ Prendre en compte la desserte en transport collectif existante ou à créer dans la réflexion sur l'implantation des développements urbains.
- ▲ Anticiper les besoins fonciers nécessaires pour améliorer la desserte Transports Collectifs (circulation stationnement)

**3. Tenir compte de la place importante de la voiture dans les aménagements.**

Dans ce but, le projet vise à :

- ▲ Prévoir un nombre de stationnements minimum dans les opérations d'aménagement pour éviter d'encombrer l'espace public.
- ▲ Requalifier et valoriser les stationnements publics existants.
- ▲ Définir des solutions appropriées pour le stationnement des poids lourds.

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 07121710461-20221128-089\_2022-DE

PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation F: Développer les activités et les pratiques de loisirs et de tourisme en s'appuyant sur les valeurs environnementales, paysagères et patrimoniales du territoire**

Le territoire de la CC Saône Doubs Bresse possède de nombreux éléments d'attraits touristiques liés à son patrimoine naturel et bâti de qualité.  
 En premier lieu les grands cours d'eau (la Saône et le Doubs qui constituent des portes d'entrée par la voie fluviale avec l'Eurovélo 6 et la voie bleue (cyclo tourisme).  
 Cette offre est complétée par le site d'intérêt patrimonial de Verdun-sur-le-Doubs et la confluence de la Saône et du Doubs.  
 Enfin l'offre est complétée par des sites naturels pour la découverte de l'environnement (étang de Pontoux, île du château, basse vallée du Doubs...)  
 Toutefois l'activité touristique est encore peu développée et l'offre d'hébergement est insuffisamment diversifiée. L'offre d'hébergement proposée sur le territoire se compose principalement de gîtes et chambres d'hôtes ainsi que d'une petite offre d'hébergement de plein air (campings de Verdun-sur-le-Doubs et de Bragny-sur-Saône notamment). On note aussi une petite offre hôtelière sur Verdun-sur-le-Doubs et Saint-Martin-en-Bresse.  
 Le projet de territoire veille à pérenniser cette offre, majoritairement dispersée sur le territoire, et contribuer à sa qualification.  
 Il propose également de diversifier cette offre : développement des hébergements de groupe, des hébergements insolites, de l'hébergement hôtelier etc.

Le projet de territoire s'appuie ici sur les objectifs et orientations du Scot qui visent à valoriser le potentiel touristique du territoire :

- Développement du tourisme vert, patrimonial et de l'offre d'hébergement associé,
- Interconnexion des grandes infrastructures cyclables à l'échelle du Scot, identification des besoins d'aménagements des itinéraires (notamment Voie bleue entre Verdun sur le Doubs et Seurre), définition d'objectifs d'aménagement qualitatifs dans les traversées urbaines,
- Identification des principaux sites d'intérêt touristiques à protéger et valoriser,
- Développement des activités et pratiques de loisirs autour des grands cours d'eau.

**1. Développer les activités et les pratiques de loisirs et de tourisme autour des cours d'eau et des milieux aquatiques**  
 Dans ce but, le projet vise à :

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

- ▲ Permettre le développement et la valorisation des voies vertes et bleues : Une halte nautique existe à Verdun-sur-le-Doubs ainsi qu'un certain nombre de parcours de randonnée.
- ▲ Valoriser le patrimoine lié à l'eau et l'activité de pêche

**2. Renforcer les liens entre les cours d'eau et l'ensemble du territoire**

- Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Renforcer les liens fonctionnels (commerces, services) entre la voie d'eau et les centralités situées à proximité. Le projet vise aussi à développer les liens entre les voies vertes et bleues et les bourgs, afin de valoriser leur patrimoine et l'offre commerciale de proximité. Cela repose notamment sur une armature mode doux cohérente.
  - ▲ Développer des perméabilités entre les vallées et le plateau : point de passage au niveau des routes départementales, développement des cheminements entre la voie d'eau et les bourgs

**3. Faire de Verdun sur le Doubs une polarité forte en matière de tourisme**

- Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Développer et mettre en valeur le port de plaisance de Verdun-sur-le-Doubs.
  - ▲ Développer l'offre de services, activités, hébergements touristiques et mettre en valeur les campings de proximité de Verdun-sur-le-Doubs et de Bragny-sur-Saône.
  - ▲ Valoriser/requalifier les équipements, services et commerces de la commune qui participent de l'attractivité à la fois pour les habitants et pour les visiteurs.

**4. Développer le tourisme vert sur l'ensemble du territoire**

- Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Développer une offre diversifiée d'hébergements touristiques sur l'ensemble du territoire et, en particulier, développer l'agri-tourisme.
  - ▲ Valoriser les patrimoines naturels, culturels et paysagers : constituer un maillage de sites d'intérêt reliés par des voies et cheminements dédiés aux modes actifs et à la randonnée.
  - ▲ Porter des actions fortes sur le plateau : valoriser le patrimoine du plateau Bressan et renforcer les potentialités touristiques de Saint-Martin-en-Bresse.

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 071-217104561-20221128-008\_2022-DE

PLUI de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

**Orientation G: Tendre vers la sobriété, l'efficacité énergétique et la performance environnementale**

Le projet porté dans le cadre du PLUI s'inscrit en cohérence avec les objectifs généraux de démarches en faveur de la transition énergétique et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et veille à son échelle à y contribuer pour les deux secteurs sur lesquels il dispose de leviers : les transports et le bâti.  
 Le Territoire de Saône Doubs Bresse est fortement dépendant des déplacements routiers. Les services de transports en commun sont limités et ne concernent qu'une faible part des communes (bus départementaux et régionaux).  
 Le territoire dispose aussi d'un important gisement pour les économies d'énergie dans le secteur résidentiel. Une part importante du parc de logements est en effet énérgivore.

- 1. Agir sur les déplacements**  
 Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Promouvoir la mixité fonctionnelle et un choix pertinent des sites constructibles au regard des réseaux publics.
  - ▲ Encourager la proximité dans les fonctions urbaines en rapprochant les zones d'habitat des zones de commerces, services, équipements, emplois. Cette proximité sera favorable à la réduction des besoins de déplacement et permettra dans le futur de pouvoir rendre efficace les transports en commun s'ils venaient à se développer.
  - ▲ Concevoir une armature cohérente de liaisons pour les modes actifs aux différentes échelles du territoire (intercommunalité, communes, quartiers). Il s'agira ainsi de compléter l'existant.

- 2. Agir sur la qualité des bâtiments et des aménagements nouveaux**  
 Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Faciliter la rénovation thermique du parc de logements et des bâtiments tertiaires, en lien avec les objectifs de sortie de vacance et de renouvellement urbain
  - ▲ Penser le projet dans son environnement, renforcer les performances énergétiques des bâtiments et notamment du parc résidentiel, en encourageant les approches bioclimatiques (orientation, implantation, compacité, matériaux...).

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

**Orientation H: Favoriser le recours aux énergies renouvelables**

En parallèle la production d'énergies renouvelables est relativement peu développée malgré un potentiel important : solaire, bois, méthanisation...  
 La priorité du PLUI sera de favoriser un bâti performant, économe en énergie et adapté au changement climatique. Il s'agira de développer de nouveaux aménagements performants mais aussi de permettre l'amélioration énergétique du parc existant. Le confort d'été des bâtiments constitue une préoccupation forte à intégrer, au même titre que le confort d'hiver.  
 Le PLUI veillera aussi à encourager le développement des énergies renouvelables dans le respect des patrimoines et des paysages. Pour développer ces énergies, la priorité est donnée à la mobilisation des espaces déjà bâtis ou artificialisés (toitures, stationnements, etc.)

- 1. Encourager les initiatives privées et publiques de déploiements des EnR**  
 Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Permettre la valorisation des potentiels en énergie renouvelable du territoire, dans le respect de ses patrimoines paysagers, bâtis et naturels, et la qualité de vie des habitants. L'intégration paysagère et environnementale des équipements est une condition de leur déploiement. Identifier le cas échéant des secteurs propices.
  - ▲ Faciliter et encourager l'intégration de dispositifs de production d'énergies dans les projets de construction nouvelles et de réhabilitation (logement et activité) en lien avec les caractéristiques architecturales et paysagères de chaque commune.
  - ▲ Permettre le développement des équipements de production d'énergie solaires sur les espaces déjà artificialisés ou dégradés
  - ▲ Développer les fermes photovoltaïques en cohérence avec la charte départementale.
  - ▲ Identifier les zones propices au déploiement de réseaux de chaleur.

- 2. Préserver la ressource sylvicole**  
 22% du territoire de la Communauté de communes est couvert par des forêts, dont une forêt publique domaniale (forêt de palteau), 10 forêts communales et de nombreuses forêts privées sous document de gestion durable. Ces forêts constituent un milieu à préserver à la fois pour ces fonctions économiques, écologiques et sociales. Dans ce but, le projet vise à :
- ▲ Favoriser les possibilités de valorisation de la forêt selon des pratiques durables.
  - ▲ Accroître la mobilisation de la filière forêt-bois et faciliter l'exploitation des bois à la fois pour le bois d'œuvre et le bois d'industrie, mais aussi pour le bois énergie sous forme de bois-bûche, plaquettes, granulés, copeaux, sciures...
  - ▲ Préserver la valeur environnementale des forêts afin de maintenir l'importante diversité biologique de la forêt, sa multifonctionnalité et sa capacité de régénération.

Envoyé en préfecture le 05/12/2022  
 Reçu en préfecture le 05/12/2022  
 Publié le 05/12/2022  
 ID : 071-217104561-20221128-008\_2022-DE

PLU de la Communauté de communes Saône Doubs Bresse - PADD

- Renforcer les capacités des écosystèmes forestiers face au changement climatique et en atténuer ses effets. L'innovation en matière de gestion sylvicole devra contribuer à amortir ces effets, notamment par l'adaptation des essences.
- Promouvoir les regroupements de propriétaires forestiers privés/publics car la structure morcelée de la propriété forestière privée peut constituer un obstacle à la mobilisation du bois.

Atelier du Triangle – Mosaïque Environnement – Octobre 2022

Envoyé en préfecture le 09/12/2022  
Reçu en préfecture le 09/12/2022  
Publié le 09/12/2022  
ID : 071-217104661-20221129-008\_2022-0E

## **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES**

### ▪ Décisions du Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 :

. N° 008/2022 du 20/10/2022 : Il est décidé la suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des droits perçus pour la garderie périscolaire. L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant fixé est 2 500 € est supprimée. Le fond de caisse dont le montant est fixé à 20 € est supprimé. La suppression de cette régie prend effet dès le 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 2022

. N° 009/2022 du 25/11/2022 : Achat de cartes cadeaux pour les bénévoles de la bibliothèque : 2 cartes d'un montant de 100 € sont offertes à Mmes Magalie PRUDENT et Annie PAGEAUT ; 3 cartes d'un montant de 400 € sont offertes à Mmes Marie-Madeleine GENDRE, Christine RUIZ et Marie-Françoise BRIE.

### ▪ Remerciements :

Remerciements de la part des familles GAUDILLAT, PUSSET, BON, JANDOT/GODARD pour les témoignages de sympathie lors du décès de leurs proches.

Remerciements de l'office du tourisme de la Communauté de Communes pour l'aide apportée à l'organisation de l'action « roule ma poule ».

### ▪ Affaires scolaires / restauration scolaire :

- Mme LAGRUE rend compte aux conseillers des conseils d'écoles élémentaire et maternelle, ainsi que du conseil d'administration du collège
- Mme LAGRUE fait le point sur la mise en place du nouveau logiciel de gestion de la cantine et de la garderie périscolaire. Quelques soucis de paramétrage ont retardé l'envoi des factures aux familles.

▪ Travaux en cours : le cheminement piétonnier route de Chalon est sur le point d'être terminé. Après obtention de la DRI, le passage piéton devant la boulangerie sera réalisé très prochainement.

▪ Associations : le point est fait sur les assemblées générales des associations de Tennis, Club Espoir, Théâtre, Amicale Boules, Jeunes Sapeur Pompiers, Amicale du Temps Libre, Amicale des Sapeur Pompiers, FNACA, Club Cyclo, la tirelire des écoles. A noter que la Tirelire des écoles a fait un don de 2 800 € aux écoles.

### ▪ Manifestations diverses :

- Le maire fait le point sur la cérémonie commémorative du 11 novembre ainsi que sur le Festival documentaire L'ici et l'ailleurs qui s'est déroulé du 10 au 12 novembre dernier.
- Téléthon 2023 : le 3 décembre prochain une journée Téléthon sera organisée sur le site de la salle polyvalente et du foyer rural. Le projet est porté par la Tirelire des Ecoles, le Comité des Fêtes, le Club Cyclo et plusieurs associations locales.
- Cérémonie des Vœux : prévue le 6 janvier 2023 à 19 H 00 sur invitation.

▪ Incivilités/dégradations : le maire rend compte des plaintes déposées pour diverses incivilités et dégradations :

- Dégradations dans les sanitaires du poids publics (nuit du 28 au 29/10/22)
- Dégradations du panneau de basket du city stade : l'auteur a été trouvé par la gendarmerie, le règlement de l'affaire est en cours
- Point propre de Perrigny : le 28 janvier une plainte avait été déposée pour un dépôt sauvage, l'auteur des faits a été identifié. L'amende est de 300 €.

- Projets communaux : le maire fait le point sur l'avancement de plusieurs projets communaux :
  - Avec la commission communale chargée du dossier et le bureau d'ingénierie, l'étude se poursuit sur le devenir du bâtiment de l'ancienne agence bancaire rue du bourg.
  - Le dossier pour l'installation de récupérateurs d'eaux pluviales à l'atelier municipal est en cours de préparation pour être proposé au titre de l'appel à projet du Conseil Départemental.
  - L'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communaux est à l'étude.
  
- Sinistre Foyer Rural : Le maire rend compte de l'incendie qui s'est déclaré dans la chaudière du foyer rural. Le sinistre a été limité à la chaudière dans le local chaufferie.
  
- CCAS : Le maire remercie les membres du CCAS pour l'organisation de la Brocante et du Repas des aînés cuisiné par le boucher de St Martin.
  
- SICED – Collecte des déchets : Le point est fait sur la mise en place par le SICED de la collecte des sacs jaunes dans l'attente de la livraison de bacs roulants jaunes. Distribution des sacs les 10 et 17 décembre 2022.

La séance est levée à 22 H 35.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Ont signé au registre le maire et le secrétaire de séance.

SIGNATURES :

Le Maire,  
Guy GAUDRY

Le Secrétaire de séance,  
François REMOND